

# Surexposition et surveillance – le tournant numérique du capitalisme

S. Zuboff, *L'âge du capitalisme de surveillance. Le combat pour un avenir humain face aux nouvelles frontières du pouvoir*, Zuma, Paris 2018

B. E. Harcourt, *La société d'exposition. Désir et désobéissance à l'ère du numérique*, Seuil, Paris 2020

## Parole chiave

Surveillance, numérique, résistance

Patrick Cingolani est professeur de sociologie à l'Université de Paris.

Le rapport des sociétés contemporaines au spectacle, à l'exhibition mais aussi à la publicité ont connu un certain succès au tournant des années '60-'70. L'effet suggestif schématique aliénant de la publicité et d'un monde communiant dans la consommation – mot qui, rappelait Baudrillard, désigne tout autant les dépenses alimentaires que les dépenses somptuaires ont longtemps fait l'objet de débats. Avec son mordant ironique Baudrillard ramenait le rapport des sociétés d'alors à une prophétie auto-réalisatrice. Ce que dit la publicité «ne suppose pas de vérité antérieure, mais une confirmation ultérieure par la réalité du signe prophétique qu'elle émet» (Baudrillard 1974, p. 198) et, pour

lui, l'opinion que l'on sonde était moins l'expression d'un public, qu'une «image à laquelle le public conformait son expression» (ivi, p. 314). A la faveur de l'introduction des NTIC dans notre vie privée et dans notre quotidien ces motifs ont repris une acuité remarquable. Les enjeux d'intrusion, de transparence, de surexposition ont pris une intensité nouvelle en ce que notamment les logiques publicitaires et leurs recettes se sont largement déplacées des médias traditionnels vers l'internet. De plus en plus les nouveaux médias criblent nos données et les informations sur nos vies, nous incitent à nous exposer en manifestant nos faits et gestes les plus intimes, mais plus encore profilent nos vies de manière à anticiper mais surtout à formater nos besoins et nos désirs. Si déjà pour Baudrillard la publicité était au-delà du vrai et du faux, à l'ère des *fake news* et du *storytelling*, le sujet semble radicalement vaciller entre identité et altérité, pris dans les productions imaginaires du média. C'est là l'objet de deux livres nord-américains publiés en français *La société d'exposition – désir et désobéissance à l'ère du numérique*, Seuil, 2020 et *L'âge du capitalisme de surveillance*, Zuma, 2018. L'un et l'autre abordent la question d'un sujet «devenu sourd aux périls de la transparence numérique» dans les sociétés démocratiques; abruti par la «perte d'autonomie et la disparition de l'anonymat et de la vie privée», (Harcourt, p 27) ou bien devenu objet d'extraction aux fins d'un surplus comportemental, transformé en objet de prédiction pour des publicitaires préoccupés à l'idée de l'influencer (Zuboff, p. 5). Si le constat a assurément toute son importance le paradoxe des deux livres est que cette capture du sujet dans la toile arachnéenne de la surexposition ou de la scrutation semble s'appuyer de la part de ce même sujet sur l'attitude cynique du «je sais bien mais quand même» (Sloterdijk). Comme si en effet, en dépit de sondages attestant d'une défiance à l'égard du caractère intrusif des nouvelles technologies et d'alertes toujours plus vives concernant la collusion entre ciblage privé des données et surveillance d'Etat, les membres de nos sociétés avaient pris le parti d'une transaction tacite en donnant, en échange de l'usage gratuit de certains services numériques, la liberté à quelques majors de l'internet de s'emparer de presque toute notre vie privée. Se pose alors la question de ce cercle quant à la compréhension

de nos sociétés mais aussi quant à la signification du rapport de celles-ci à l'émancipation. Faut-il revenir à une théorie radicale de l'aliénation et dans une certaine mesure le capitalisme de surveillance n'est-il pas tant une puissance d'extraction et d'exploitation qu'une puissance totalitaire de domination? L'horizon de cette tolérance à la puissance non seulement sociale mais politique des grandes entreprises du numérique conduirait à notre consentement moutonnier à une forme nouvelle de despotisme que même les séries télévisuelles dystopiques ont du mal à anticiper. L'âge de la surveillance serait alors l'âge d'une domination douce, insidieuse mais néanmoins totale. Telle est la question que nous voudrions poser à partir des deux auteurs.

Des deux livres présentés ici, celui de Zuboff est le plus appliqué, le plus exhaustif et le plus inquiétant dans ses possibilités d'anticipation, mais aussi dans sa capacité à pousser jusqu'au bout et presque jusqu'à l'abîme la vision dystopique de ce capitalisme de surveillance. Dans une montée crescendo, Zuboff nous accompagne dans le processus évolutif des deux grandes entreprises qui aujourd'hui dominent de manière monopoliste le prélèvement de données: Google et Facebook. De manière didactique elle agrémente de schémas et de croquis les mécanismes du prélèvement. «Le capitalisme de surveillance revendique unilatéralement l'expérience humaine comme matière première gratuite destinée à être traduite en données comportementales. Bien que certaines de ces données soient appliquées à l'amélioration des produits ou des services, le reste est déclaré comme un surplus comportemental» (p. 25). Ce *surplus* est au cœur du concept même de capitalisme tel que l'entend Zuboff et de son régime spécifique d'exploitation de la donnée. Converti en prédictions comportementales, il est à la base de l'enrichissement de nos grandes majors du numériques. Les tuyaux, les alambics par lesquels est produit ce surplus ne sont pas que des récepteurs de données, ils visent de fait la modification de nos comportements, l'action sur les populations par le contrôle de la donnée. Ils visent à nous influencer. Ce processus commence avec Google et le saut que celui-ci doit accomplir pour échapper à la crise financière des années 2000. A ce moment l'équipe dirigeante décide de

mobiliser sa puissance et son expertise informatiques vers une seule et unique tâche *faire coïncider publicités et requêtes* (p. 110). Les brevets qui vont suivre seront exemplaires de ce mouvement allant dans le sens d'un profilage des usagers (*User profile information*). Ils nourriront les enchères sur les traces de nos navigations, institutionnalisant la demande des publicitaires pour les produits de prédiction. Zuboff nous entraîne jusqu'au vertige dans ce mouvement d'exploitation et de prédation de la donnée ne s'arrêtant pas aux innovations techniques mais dévoilant les pratiques expressément transgressives voire délinquantes des entreprises, leurs alliances avec un Etat policier paranoïde, abstrait, déshumanisé, à l'affût du terrorisme. Elles lui ont prêté leurs machines et confié leurs données sur leurs usagers et, en échange, il a encouragé par des financements et des subventions leurs projets de surveillance et de drainage. Tandis que s'instauraient des porosités entre appareil politique et certains cadres de Google et de Facebook, que les deux entreprises faisaient du lobbying au parlement, la sous-traitance privée du renseignement s'est banalisée. Mais les portes des entreprises se sont refermées aux investigations sur leurs propres dispositifs de surveillance ou lorsque le fisc a voulu s'informer sur leurs profits. Pour satisfaire leur curiosité sur leurs usagers, elles ont opposé à leur consentement éclairé les longues et fastidieuses conditions d'utilisation que personne ne prend le temps de lire. Elles ont élargi de manières de plus en plus opaques et occultes les moyens d'extraction. Pour renforcer leur pouvoir elles ont ouvert un champ nouveau pour des applications, des programmes renforçant leurs positions mais aussi pouvant nourrir leur appétit infini pour la donnée que ce soit le système d'exploitation mobile Android ou que ce soit les «maisons connectées» et leurs applications domotiques, optimisant la consommation énergétique des appartements tout en fournissant des milliards d'informations sur la vie de leurs occupants. Elles ont acheté des satellites. Elles ont entravé la liberté d'innovation et de création à travers le rachat des entreprises susceptibles de renforcer leurs positions et leur exclusivité et d'élargir le spectre de leur exploitation : ainsi YouTube pour Google, ou WhatsApp et Oculus pour Facebook.

Zuboff suit les manœuvres des entreprises dans leurs visées hégémoniques mobilisant les comptes-rendus d'intervention des divers directeurs des principaux services de Google et de Facebook, les rapports, les documents internes, etc. Google et Facebook anticipent ce que les usagers veulent, voire précèdent leurs désirs, restituent et modifient leurs émotions; elles négocient ces produits de prédiction sur «les marchés à terme comportementaux». Un des moments du livre les plus étonnants est celui qui nous décrit la manière dont Google Street View, tout en couvrant le territoire mondial, a aussi siphonné des informations privées sur des particuliers. Le passage de la voiture de Street View non content de cartographier et photographier l'espace public camouflait un balayage dissimulé de données collectant, à l'insu des résidents, des informations personnelles allant jusqu'aux mots de passe sur leurs réseaux wifi privés. Mais si l'on ne saurait raconter tous les forfaits, les mensonges et les bluffs de ces deux géants de la donnée en quelques lignes, là où Zuboff y consacre 843 pages, il faut encore mentionner le scandale de Cambridge Analytica qui cette fois a porté sur la prédiction et la manipulation des comportements électoraux des individus dans le cadre de l'élection de Trump et dans celui du Brexit. Dans ce dernier cas, à partir de l'accès aux données de Facebook et dans un contexte électoral serré il a été tentant d'inciter une fraction faible mais décisive de l'électorat à ne pas voter de manière à faire pencher la balance dans un sens calculé. Zuboff diagnostique une sorte de nouveau totalitarisme sous l'irrésistible appel à la convergence et un certain confinement des esprits à travers les outils numériques du capitalisme de surveillance. Nous sommes bien d'accord avec sa thèse, ce dernier est une formidable puissance de marchandisation de l'expérience et une entreprise aujourd'hui illimitée de violation et de domination de la quotidienneté. La dimension à la fois parasitaire et irrationnelle de la publicité dont le XXe siècle a pu s'accommoder a pris aujourd'hui un caractère abyssal en raison même de l'intensification et de l'extension de la prédation et de l'utilisation de la donnée et d'une pénétration jusqu'ici inimaginable dans le domaine des relations intimes. S'il y a une continuité du capitalisme, le moment

présent manifeste une originalité liée au caractère *sans précédent* du tournant technologique de l'internet. La capture de l'audience, la suggestion, l'influence, dessinaient déjà les traits d'une société de manipulation des besoins et des aspirations individuelles aux fins d'une reproduction systémique et qui floutait déjà certaines oppositions entre public et privé, entre besoins individuels et sociaux. Cette tendance, qui déjà profitait de la technique pour s'imposer, et que Marcuse avait dénoncée au milieu du XXe siècle, n'a été en partie remise en question que par le *sans précédent* qu'a constitué la révolte culturelle et politique de la jeunesse dans les années 60 mettant puissamment en crise l'ordre dominant. Il semble bien que la mutation numérique ait donné une nouvelle impulsion technologique au processus de domination inhérent au capitalisme. S'il reste à en rendre compte avec précision, les forces de manipulation, les pièges dans les conditions d'exploitation, le mensonge, la désinformation ont pris un caractère redoublé dans une phase historique au sein de laquelle les forces d'opposition et la puissance libératrice des divisions se sont trouvées affaiblies ou concurrencées par les niaiseries de la fin pacifique et consumériste de l'histoire mondiale. La question d'une nouvelle forme de domination posée par Marcuse du sein même de la société de consommation et du complexe militaro-industriel se répète aujourd'hui dans le contexte où des inégalités abyssales et des asymétries informationnelles entretiennent moins comme hier une apathie que des formes multiples de *distraction* quant à la violence, quant à l'injustice et quant à une pensée rénovée de la politique.

C'est en fait dans cette quotidienneté et dans cette domination nouvelle que pénètre Bernard Harcourt. C'est pourquoi, au prime abord étonnamment, le premier chapitre dialogue avec le *1984* d'Orwell, sa projection dystopique des procédures d'assujettissement pour faire plier Winston à l'obéissance, la désolation caractéristique de l'univers totalitaire: «vide de désir, vide de jouissance, vide de plaisir et d'attrance». C'est que le «Big other» (Zuboff) numérique est d'un tout autre caractère que le «Big Brother» orwellien. Puisant dans une expérience de Facebook sur la contagion émotionnelle parmi ses usagers, c'est du

désir que part Harcourt pour approcher la puissance de convergence du numériques. L'erreur du totalitarisme tel qu'il apparaît sous les traits de la violence nue a été de vouloir éradiquer ce désir. L'agencement contemporain de socialité, de sexualité et de plaisir s'insère dans des dispositifs machiniques toujours plus denses d'ordinateurs, de smartphones ou de réseaux sociaux et est infiltré par des outils de surveillance. Si l'ancien Etat totalitaire faisait le travail de contrôle et de punition lui-même, à travers sa bureaucratie et d'obscurs services, l'Etat néolibéral nord-américain sous-traite celui-ci aux entreprises privées dont les mécanismes abstraits, algorithmiques sondent impudemment nos e-mails, publications Facebook, tweets, messages Skype, etc. «Les deux tiers du budget consacré au renseignement sont dépensés par le secteur privé» (p. 91). Comme Zuboff, Harcourt insiste sur le caractère prédateur «par défaut» de ce capitalisme et montre comment, fondu dans le discours de la liberté, se trament une surveillance, une manipulation constantes qui entretiennent ce «containement» dont parlait hier Herbert Marcuse. Sans psychologisme inutile, Harcourt approche les conséquences du pillage des données mais aussi de cette intrusion dans les expériences et les vies à partir de la catégorie de *double* qu'il emprunte à la notion de *doppelgänger* chère au romantisme et à l'expressionnisme allemand. A l'instar de ces doubles ectoplasmiques (fantômes), de ces sosies sortis d'un miroir enchanté, ou d'existences parallèles associée à l'effet de l'hypnose, un sosie digital, nourri des données pillées sur la toile nous accompagne dans nos allées et venues anticipant et influençant celles-ci. Nous sommes, explique-t-il, les biographes non officiels de nous-mêmes, car c'est par un récit que nous pouvons nous faire une idée de ce que nous sommes et de ce que nous serons. Mais c'est ce récit même qui fait l'objet du pillage des plates-formes et des officines de renseignements publicitaires entre autres. Juriste, Harcourt envisage les mêmes phénomènes technologiques et sociétaux que Zuboff mais souvent vus du côté de l'évolution d'un droit qui se fait de plus en plus au détriment de la subjectivité humaine et de l'inaliénabilité de la vie privée. Celle-ci apparaît de plus en plus comme une chose pouvant être vendue. Le courtage de données, qui commercialise des informations

personnelles criblées sur la toile, démontre un nouveau mouvement d'extension de la sous-traitance et d'intrusion dans la sphère privée. Cette activité computationnelle sur le quotidien et sur l'intime impose la production de scores qui permettent d'orienter les décisions des entreprises à l'égard de chacun: indice de risque pour la santé, indice de sécurité de l'emploi, indice de solvabilité, indices de fraude, etc. La *toile d'araignée du traçage* (*tracking*) dont parle Edward Snowden n'a rien d'un récit de science-fiction. Elle se tisse à partir d'une reconfiguration du rapport à la protection et elle prend dans ses fils notre double dont elle vampirise l'existence sociale et communicationnelle. Hier, la protection était assurée sur la mutualisation des risques sociaux et garantie par l'intermédiation de l'Etat, aujourd'hui, elle s'assure sur l'individualisation et le profilage par des entreprises privées qui font du risque un marché. Le néolibéralisme Nord-Américain n'a rien à envier au «crédit social» imposé en Chine. Au caractère social du modèle de contrôle chinois se substitue un modèle commercial mené anarchiquement par des entreprises privées à l'insu des usagers et des citoyens. On comprend que dans ce contexte la *punition* ne soit pas loin. La concentration asymétrique d'un savoir sur les personnes ouvre sur un traitement différencié du sujet en fonction de ses risques quelle que soit son histoire ou ses handicaps génétiques. Le numérique vient renforcer la rigueur punitive en donnant un effet immédiat à un contrat d'achat ou de location sans autre forme de procès. Par exemple, il est désormais possible d'empêcher une voiture de démarrer si les mensualités d'un crédit n'ont pas été réglées. A mesure de la puissance d'hybridation entre conditions de vie et machines la règle, associée à une réaction machinique, peut se substituer à la justice associée à une procédure et une délibération. Mais il émerge aussi des nouvelles formes de surveillance correctionnelle. Aux Etats-Unis, entre 1999 et 2009, le nombre de personnes sous surveillance GPS a augmenté de façon exponentielle passant à 90.000 individus, de même quant à l'augmentation des assignations à résidence multipliées par plus de 2,5 sur la même période. Ce qui est frappant dans le contexte sociétal contemporain c'est le contraste entre la logique de jeu et de désir d'un côté et la nature

destructrice des pratiques punitives de l'autre. Le néolibéralisme dont les Etats-Unis sont exemplaires allie une tension déjà repérée par le jeune Marx, la jouissance consumériste d'un côté, la violence abstraite de l'argent à l'égard de ceux qui n'en ont pas ou de qui l'on extrait le travail, les conditions de cette tension que Marx pointait au début du XIXe siècle ont seulement changé à la faveur des sociétés de masse.

C'est sur ce point que nous retrouvons les remarques que nous avons faites concernant la *distraction*. Ce nouveau capitalisme semble *distraindre* de la vie civile et politique les hommes et les femmes si l'on entend moins par politique le système institutionnel dont on sait désormais qu'il est en crise que la dimension d'action et d'apparition à laquelle nous a familiarisé H. Arendt. Si par excellence les nouvelles formes de prolétarianisation et de tâcheronnat caractéristiques de la «gig economy» du XXIe siècle tendent à distraire (retrancher) le travailleur du politique de l'autre, le consumérisme et les formes de gadgets ludiques de plus en plus monétisés, la séduction de marchandises sans cesse obsolescentes et sans cesse nouvelles distraient (divertissent) une fraction des classes moyennes de la critique. Il s'agit moins d'une posture cynique comme nous le supposons en introduction que d'un paradoxe : nous n'arrivons pas à croire pas ce que nous savons. Les informations qui nous parviennent ne suffisent pas à nous convertir à l'action, dans un mécanisme de retard temporel, l'activité immédiate d'une quotidienneté préoccupée fait écran quant à l'avenir possible qui se prépare et quant aux formes de domination qui l'accompagne. On n'en déduira pas de manière univoque un nouveau despotisme (Zuboff) mais l'on ne se satisfera pas des quelques réponses techniques et des quelques tactiques suggérées par Harcourt dans un dernier chapitre décevant sur la *résistance numérique*. D'une part, la mise en cause politique et juridique du caractère monopoliste de ce capitalisme, l'interdit et l'impôt restent des instruments politiques importants face aux GAFAM. Un mouvement international revendiquant le démantèlement des monopoles numériques doit voir le jour. A l'exploitation mondiale de la donnée doit faire pendant la lutte pour la socialisation de ces moyens incontournables de communication que sont les majors de l'internet.

L'usager doit avoir un droit de regard et d'intervention sur ces dispositifs exceptionnels d'intermédiation. La communication avant même la production est *l'activité par excellence sociale* et elle ne saurait faire l'objet d'une confiscation. Le jeune Marx avait dénoncé «l'exploitation universelle de l'essence sociale de l'homme» celle-ci a désormais atteint son acmé. On ne peut, par ailleurs, laisser entre les mains d'entreprises privées des activités internationales - câblage des océans ou voyage extra-orbitaux - dont même les États ne peuvent plus désormais réaliser les travaux. D'autre part, les forces sociales ne sont pas toutes inhibées par la quête addictive de jouissance, d'exhibition ou de jeu et ceux qui peinent à la tâche relèvent aussi la tête. La figure du cyber-prolétariat peut, il nous semble, porter des alternatives. Des luttes encore labiles émergent au cœur du capitalisme de plate-forme et du travail numérisé. Le mouvement des livreurs, récurrent et sporadique depuis plusieurs années, n'a certes pas une envergure suffisante pour affronter des dispositifs technologiques qui ont désormais une échelle mondiale et des pouvoirs techniques qui dépassent ceux des États, toutefois il apparaît à la fois comme un mouvement de réappropriation des nouveaux moyens de production et de communication que sont dans une certaine mesure les plates-formes et comme une reconfiguration possible de communs au sein des solidarités urbaines ou rurales. Le sursaut du mouvement coopératif dans la contestation des plates-formes est exemplaire d'une dynamique de reconfiguration des rapports de pouvoir au sein du processus global de numérisation.

### Référence bibliographique

Baudrillard, J.  
1974, *La société de consommation*,  
Gallimard, Paris.